



La guerre par procuration d'Israël contre les BRICS

Cette guerre est loin d'être terminée malgré le "cessez-le-feu" actuel — seuls les moyens employés changent. D'un côté, les buts géographiques et géopolitiques restent inchangés. De l'autre, il s'agit avant tout d'empêcher le déclin ou la disparition de l'empire financier américain.

Andreas Mylaeus

ven. 04 juil. 2025

Introduction

La première partie de cette série traitait du contexte géographique et géopolitique. Cette deuxième partie examine la stratégie de l'empire financier à travers le « roi dollar », aujourd'hui menacé par les BRICS et leurs alliés.

La guerre hybride menée par les États-Unis avec l'aide de leur proxy, Israël, vise non seulement à empêcher l'intégration géostratégique de l'Eurasie, mais surtout à freiner, voire à inverser, le déclin de l'empire financier dont la primauté du dollar constitue le fondement même de la domination de "l'unique superpuissance". L'Iran est au centre de l'attention car son existence même en tant qu'État souverain que Washington ne peut pas contrôler représente une menace pour les États-Unis. Sur le plan économique, l'Iran est également un acteur clé pour le contrôle de tout le Moyen-Orient et par l'excédent commercial généré par le pétrole de la région, qui alimente le système financier occidental.

Les États-Unis tentent de transformer le Moyen-Orient en une économie sous tutelle, comme ils l'ont fait pendant des décennies avec les économies latino-américaines. Il ne s'agit pas seulement de contrôler le pétrole en tant que matière première. Plus important encore est le rôle que jouent les pays producteurs du Moyen-Orient dans le système financier occidental adossé au dollar, sur lequel repose l'empire américain.

Préparation à la domination du dollar après la Première Guerre mondiale

Les racines de la création d'un empire financier américain se trouvent à la fin de la Première Guerre mondiale. Les États-Unis avaient accordé d'importants prêts à la Grande-Bretagne et à la France pour financer la guerre. Même après les guerres napoléoniennes, il était d'usage entre alliés d'annuler mutuellement leurs dettes contractées pour armer les troupes et fournir les ressources financières nécessaires. Mais cette fois-ci, les États-Unis rejetèrent cette demande, arguant qu'ils étaient restés neutres avant leur entrée en guerre et que ces dettes devaient donc être remboursées.

Cependant, la Grande-Bretagne et la France étant en faillite, on fit payer l'Allemagne par le biais des réparations. Comme le prévoyait le traité de Versailles, la Commission des réparations alliée fixa en 1921 le montant total des dettes de réparations de l'Allemagne à 132 milliards de marks-or. Cette somme représentait environ le double du produit intérieur brut allemand de l'époque. L'Allemagne a effectué son dernier paiement d'intérêts pour la Première Guerre mondiale le 3 octobre 2010. Tout cet argent a finalement abouti dans le système financier américain via le mécanisme de remboursement transatlantique des dettes («transatlantic debt chain»).

Dans l'entre-deux-guerres, malgré la crise économique mondiale, les États-Unis devinrent la première puissance industrielle mondiale et le créancier dominant grâce à une économie réelle robuste, technologiquement avancée et fortement industrialisée. L'étalon-or, encore en vigueur à l'époque, permit aux États-Unis d'accumuler d'immenses réserves d'or. Selon les estimations du Dixième Rapport Annuel de la Banque des Règlements Internationaux pour l'exercice du 1er avril 1939 au 31 mars 1940, les États-Unis détenaient environ 70 % des réserves mondiales d'or au début de la Seconde Guerre mondiale (réserves mondiales d'or – usage monétaire – environ 30 000 tonnes, réserves d'or des États-Unis : environ 19 500 à 20 000 tonnes).

Domination du dollar après la Seconde Guerre mondiale

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis assurèrent une suprématie financière sans précédent grâce à ces immenses réserves d'or et à une production industrielle qui restait encore élevée à l'époque. Cette "domination par l'or" fut la base de l'hégémonie du dollar. De plus, de nombreux pays avaient transféré leur or aux États-Unis pendant la guerre pour le protéger des bouleversements ou pour financer leur commerce. Les pays qui accumulaient des dollars pouvaient les échanger contre de l'or auprès de la Réserve fédérale américaine.

Le système de Bretton Woods

En juillet 1944, les États-Unis convoquèrent des délégués de 44 pays à l'hôtel Mount Washington, à Bretton Woods, dans le New Hampshire. Là, ils «convinrent» de mettre en place des taux de change fixes mais ajustables (fin des dévaluations arbitraires) et du dollar américain comme monnaie de réserve, directement adossée à l'or (35 dollars l'once troy d'or). Toutes les autres monnaies furent ainsi rattachées au dollar par des taux de change fixes.

La contre-proposition de John Maynard Keynes fut discutée à Bretton Woods, mais rejetée. Aujourd'hui, une idée similaire refait surface et se trouve désormais au cœur de la guerre hybride menée par les États-Unis contre la dédollarisation prônée par les BRICS et la majorité mondiale. Il convient donc de la résumer brièvement :

John Maynard Keynes avait compris dès les années 1930 qu'un étalon-or seul ne suffisait pas à garantir une économie mondiale stable. Sa proposition consistait à instaurer une monnaie internationale, une devise supranationale. Le Bancor n'était pas destiné à circuler sous forme fiduciaire, mais à servir de monnaie de compte

pour les échanges commerciaux entre pays. Tous les pays auraient réglé leurs exportations et importations par l'intermédiaire d'une chambre de compensation internationale, l'International Clearing Union (ICU). Les excédents et déficits commerciaux auraient été enregistrés en Bancor. Aucun pays n'aurait eu besoin d'accumuler d'énormes réserves de change en or ou en dollars.

Le modèle de Keynes visait à faire en sorte que non seulement les pays déficitaires (avec des déficits commerciaux) soient sous pression, mais aussi les pays excédentaires (avec d'importants profits à l'export, comme les États-Unis à l'époque), qui auraient dû prendre des mesures compensatoires, par exemple en réévaluant leur monnaie ou en augmentant leurs importations. L'objectif était de créer un mécanisme automatique pour réduire les déséquilibres mondiaux.

Cependant, en 1944, les États-Unis étaient de loin la première puissance créancière et exportatrice. Un système qui les aurait obligés à réduire leurs excédents commerciaux n'était pas dans leur intérêt ; ils ont donc préféré imposer un système forçant les autres pays à détenir le dollar comme [monnaie de réserve](#).

Compte tenu de ce rapport de force, Harry Dexter White l'emporta avec le système dollar-or — le Bancor de Keynes ne vit jamais le jour. Pourtant, ce "spectre" ressurgit régulièrement. Comme Marx et Engels l'écrivaient dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848 : "Un spectre hante l'Europe — le spectre du communisme." La mise en œuvre de la vision de Keynes dans le contexte de l'empire financier actuel aurait un effet comparable, en provoquant l'effondrement du système.

Le FMI introduisit une sorte de mini-Bancor sous forme de droits de tirage spéciaux (DTS) — mais pas dans le rôle initialement prévu par Keynes. Cela fut aussi évoqué lors de la crise de l'euro. Plus récemment, Donald Trump a toutefois menacé la Chine et tout autre pays du monde de conséquences graves s'ils persistaient à poursuivre ou à concrétiser cette idée de dédollarisation.

Petite parenthèse : John Maynard Keynes était une figure marginale sur le plan du rapport de forces lorsque la décision sur le futur système financier fut prise à Bretton Woods. Brillant théoricien, il restait "seulement" un universitaire pur, sans véritable base de pouvoir politique ou économique. C'est ce qui lui permit de survivre à ce combat intellectuel où il fut battu. D'autres, qui nourrissaient des idées et projets similaires et qui pouvaient s'appuyer sur un pouvoir réel pour les mettre en œuvre, furent moins chanceux — pensons par exemple à John F. Kennedy, 35^e président des États-Unis, ou à Alfred Herrhausen, porte-parole du directoire de la Deutsche Bank, à la tête de la «Deutschland AG» et conseiller économique et géopolitique de Helmut Kohl.

En 1944, la puissance des États-Unis était encore si écrasante que le modèle de Keynes put être écarté sans recourir à l'action militaire, aux opérations clandestines ou aux menaces de sanctions économiques.

À partir de ce moment-là, le dollar était considéré comme aussi sûr que l'or, ce qui consolida la position des États-Unis comme première puissance mondiale. Cela fut encore renforcé par la création du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

La véritable naissance de l'ordre financier mondial américain

Cela a donné aux États-Unis une suprématie mondiale, mais cela ne fit pas encore de l'Amérique un véritable empire financier, car dès les années 1960, le système fut mis sous pression et menaça de s'effondrer.

La crise commença en 1950/51 avec la guerre de Corée. Le coût de ce conflit entraîna pour la première fois un déficit durable de la balance des paiements américaine. Les fournisseurs et créanciers des États-Unis recevaient des dollars en échange, qu'ils convertissaient ensuite en or.

Cette crise se poursuivit dans les années 1950 et 1960 avec les guerres au Vietnam, au Cambodge et au Laos. Dès 1963, certains alertaient sur le risque que l'augmentation massive des dépenses ne compromette l'étalon-or du dollar (Seymour Melman, *A Strategy for American Security*, *Saturday Review*, 1963). Voici une citation de cet article :

4. American Dollar in Jeopardy—Can Flight of Gold Be Halted? 7
by Terence McCarthy

Les partisans de la guerre se heurtaient au problème que l'or doit être considéré comme «le métal de la paix». Car si les pays doivent régler leurs déficits de balance des paiements en or, tout pays qui dépense massivement pour l'armée et fait la guerre sera toujours confronté à d'importants déficits. À un moment donné, il finira par manquer d'or et perdra son pouvoir dans un système basé sur l'or. C'est exactement ce qui est arrivé aux États-Unis en 1971, lorsqu'ils passèrent du statut de plus grand créancier mondial à celui de plus grand débiteur mondial. Des doutes sérieux apparurent quant à leur capacité à continuer de dicter les grandes décisions économiques au reste du monde.

Cependant, comme les États-Unis n'avaient aucune intention d'abandonner l'effort de guerre, le président Nixon annonça dans une allocution télévisée nationale le 15 août 1971 que les États-Unis suspendraient « temporairement » (en réalité définitivement) l'échange des dollars contre de l'or pour les banques centrales étrangères. Il ferma ainsi, comme on dit, "la fenêtre or" (gold window). Le Trésor américain et la Réserve fédérale cessèrent alors de convertir les dollars en or.



Les coffres de Fort Knox et d'ailleurs restèrent fermés, et les transferts physiques d'or vers l'étranger furent stoppés.

This move was widely seen as a defeat for the American financial system because it looked as if the US was declaring itself virtually insolvent, or at least in a genuine currency crisis. The US promise in the Bretton Woods system had been stability through fixed exchange rates, guaranteed by the "gold-backed dollar." By closing the gold window, the US unilaterally broke this central promise. Confidence in the US as the guardian of monetary stability suffered a huge **shock**. Many countries felt betrayed because they held dollar reserves that could suddenly no longer be redeemed for gold. The dollar plummeted.

Cette décision fut largement perçue comme une défaite pour le système financier américain car elle revenait presque à admettre une insolvabilité de fait, ou du moins une véritable crise monétaire. La promesse américaine dans le système de Bretton Woods était celle d'une stabilité grâce aux taux de change fixes garantis par "le dollar adossé à l'or". En fermant la fenêtre or, les États-Unis rompirent unilatéralement cette promesse centrale. La confiance dans les États-Unis en tant que garants de la stabilité monétaire reçut un choc majeur. De nombreux pays se sentirent trahis car ils détenaient des réserves en dollars qui, soudain, ne pouvaient plus être converties en or. Le dollar chuta.

Pourtant, cette "libération" se révéla être la véritable naissance de l'empire financier américain. Même sans adossement à l'or, le dollar resta fort car, en 1971, il était encore soutenu par la puissance économique, militaire et géopolitique des États-Unis. Les banques centrales du monde entier durent désormais placer leurs excédents d'exportation et leurs réserves de devises dans des obligations d'État américaines (*US Treasuries*), faute de pouvoir encore se procurer de l'or auprès des États-Unis. Ces titres de créance firent office de nouveau socle de stabilité pour le système financier mondial.

D'un côté, cela signifiait que les États-Unis pouvaient désormais théoriquement imprimer des quantités illimitées de dollars (*monnaie fiduciaire*) pour financer leurs déficits budgétaires.

De l'autre, les États-Unis mirent en place ce que Michael Hudson appelle le « standard des bons du Trésor » dans le monde financier international.

Ainsi, grâce aux banques centrales du monde entier, le déficit de la balance des paiements américaine fournissait les dollars nécessaires pour financer les déficits budgétaires américains et la création de crédit.

Cela fit des États-Unis un empire financier, car les autres pays furent contraints — faute d'alternatives — de s'intégrer à tout ce système financier et donc aussi à son système fiscal et à sa création monétaire, contrôlés en grande partie par le Trésor américain. Cela servit — et sert encore — à financer les coûts que l'Amérique juge nécessaires pour maintenir son empire : la création de plus de 800 bases militaires à travers le monde et les guerres menées depuis les années 1970.

Les banques centrales du monde entier sont donc devenues la banque de crédit de l'empire financier américain.

John Maynard Keynes aurait dit :

"Si vous devez 1000 dollars à la banque, vous avez un problème ; si vous devez 1 milliard, c'est la banque qui a un problème."

En d'autres termes, ce sont les banques centrales du monde qui ont un problème — pas les États-Unis en tant que débiteur, car les États-Unis peuvent faire pression sur les banques centrales du monde entier grâce à leur propre insolvabilité. Si les États-Unis déclaraient un jour que leur dette « n'existe plus », les banques centrales et tous les autres détenteurs de bons du Trésor américains pourraient les brûler sans scrupule. Cela provoquerait immédiatement l'effondrement du système financier mondial et déclencherait une crise économique mondiale. Pour éviter cela, les

banques centrales font tout pour prévenir la faillite nationale américaine en ajustant indéfiniment la ligne de crédit de celui qui les fait chanter, tant en montant qu'en durée.

Aujourd'hui, avec le budget que le président Trump et les Républicains ont présenté au Congrès, la dette américaine est si élevée que les banques centrales étrangères et les investisseurs étrangers, y compris des fonds quasi étatiques privés comme ceux d'Arabie saoudite ou de Norvège, ont compris qu'une dette étrangère, qui devrait être aussi sûre que l'or et constituer le placement le plus sûr, ne pourra pas être remboursée. Les États-Unis n'ont aucun moyen de rembourser les sommes que d'autres pays détiennent sous forme de prêts aux États-Unis — principalement des bons du Trésor américains, mais aussi des investissements par des agences comme Fannie Mae (Federal National Mortgage Association) — et n'ont absolument aucune intention de le faire.

Les remboursements et paiements d'intérêts dus ne sont pas versés, mais simplement ajoutés à la [montagne de dette existante par restructuration](#).

Il est impossible pour l'Amérique de rembourser cette dette par les exportations, car son industrie a été désindustrialisée et ne génère plus d'excédents commerciaux. Vendre son industrie à des acheteurs étrangers est également exclu.

Pour illustrer cela, c'est comme si quelqu'un allait au supermarché et voulait payer avec une reconnaissance de dette, et que le supermarché lui disait : "Eh bien, vous avez accumulé une sacrée ardoise cette semaine, il faut payer maintenant." Et le client répond : "Je ne peux pas et je ne veux pas payer. Mais vous pouvez utiliser ma reconnaissance de dette pour autre chose. Donnez-la au fermier qui vous fournit les œufs, les produits laitiers ou les légumes que vous vendez ici." Si cette reconnaissance de dette, qui représente en soi une créance sur le client, peut circuler d'une manière ou d'une autre, alors ce ne serait qu'une dette "techniquement parlant". En pratique, cette dette équivaut à de la monnaie (*monnaie fiduciaire*). (Cet exemple est de [Michael Hudson](#).)

Une grande partie du système financier mondial actuel repose sur ce type de dette irrécouvrable, et cela est devenu la clé de l'empire américain, car cela permet aux États-Unis de dépenser de l'argent à l'étranger sans jamais avoir de dettes de guerre ou autres dettes à rembourser envers d'autres pays.

L'ancien ministre français des Finances Valéry Giscard d'Estaing parlait déjà de ce « privilège exorbitant » dont bénéficient les États-Unis.

C'est le double standard que l'Amérique a réussi à instaurer pour s'imposer comme « la nation indispensable » : alors que tous les autres pays réduisent leurs budgets nationaux pour verser un tribut aux États-Unis (par exemple, les dépenses militaires européennes après le dernier sommet de l'OTAN des 24-25 juin 2025), les États-Unis, eux, refusent de rembourser leurs dettes.

D'autres pays tentent d'échapper à ce système en achetant de l'or, ce qui fait grimper son prix, et cherchent fébrilement à créer une monnaie mondiale alternative.

La quête mondiale pour échapper au dollar

Le « standard des bons du Trésor » a fonctionné jusqu'à présent parce que le monde entier continue d'acheter des obligations d'État américaines, même si c'est en quantités de plus en plus faibles, principalement faute de véritables alternatives.

Reuters : « Alors que le débat sur la “dédollarisation” et la demande mondiale pour les actifs libellés en dollars américains fait rage, un groupe clé d'investisseurs étrangers semble se désengager discrètement des titres américains : les banques centrales.

C'est la conclusion tirée des dernières données de conservation de la Fed de New York, qui montrent un déclin constant de la valeur des obligations d'État américaines et autres titres détenus pour le compte de banques centrales étrangères.

Il est vrai que quasiment toutes les banques centrales achètent autant d'or qu'elles le peuvent. Mais cela ne constitue pas une véritable alternative, car la masse monétaire mondiale est tout simplement trop importante. Les réserves mondiales d'or ne croissent que très lentement (2 à 3 % par an), alors que l'économie et le commerce mondiaux augmentent de façon exponentielle.

Il est donc compréhensible et légitime que la plupart des discussions actuelles sur l'évolution de l'économie internationale se concentrent sur les tentatives des pays des BRICS et d'autres États d'échapper au contrôle des États-Unis en **dédollarisant** leurs échanges commerciaux et leurs investissements.

Des systèmes de paiement alternatifs sont actuellement en phase de test, comme le projet mBridge (*Multiple CBDC Bridge*). Lancé en 2021 par le **BIS Innovation Hub de Hong Kong**, en collaboration avec les banques centrales de Chine (PBC Digital Currency Institute), de Hong Kong (HKMA), de Thaïlande et des Émirats arabes unis, il a accueilli en juin 2024 l'Arabie saoudite en tant que membre à part entière. Plus de 26 autres banques centrales et institutions participent comme observateurs (par exemple, la Fed de New York, le FMI, la BCE). Parmi les membres les plus en

vue figurent la Banque d'Israël, la Banque de Namibie, la Banque de France, la Banque centrale de Bahreïn, la Banque centrale d'Égypte, la Banque centrale de Jordanie, la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international, la Réserve fédérale de New York, la Banque de réserve d'Australie et la Banque mondiale.

Ce projet étudie une plateforme pour des monnaies numériques de banque centrale (*CBDC – Central Bank Digital Currency*) partagées entre plusieurs banques centrales et banques commerciales. Elle repose sur une technologie de registre distribué (*DLT*) afin de permettre le règlement instantané des paiements transfrontaliers et des transactions de change. L'utilisation de la CBDC mBridge pour les paiements pétroliers pourrait offrir plusieurs avantages pour l'Arabie saoudite et d'autres pays de l'OPEP, comme des délais de transaction plus courts, des coûts moindres et une plus grande transparence. Mais le plus grand avantage est sans doute de contourner le système Swift, évitant ainsi d'éventuelles sanctions américaines et européennes.

En 2022, un projet pilote avec de vraies transactions financières a été mené. Depuis, l'équipe du projet mBridge étudie la faisabilité de passer du prototype à un produit minimum viable (*MVP*), stade qui est désormais atteint.

La Chine a développé son propre système, le CIPS (*Cross-Border Interbank Payment System*). Lancé en 2015, il sert à régler les paiements internationaux en renminbi (RMB, yuan) comme alternative ou complément à Swift. Cela favorise l'internationalisation du yuan. Le CIPS coopère avec environ 1 400 banques étrangères (2024), ce qui permet de contourner efficacement les sanctions occidentales.

La Russie a également mis au point son propre système en réponse au boycott de Swift et aux sanctions occidentales. Le SPFS (*System for Transfer of Financial Messages*) transfère les messages financiers entre banques — instructions de paiement, informations de compte, etc. — à l'image de Swift, et est principalement utilisé pour les transactions intérieures, mais de plus en plus aussi pour les paiements transfrontaliers avec des pays amis. Plus de 400 banques russes y participent, ainsi que des banques du Bélarus, du Kazakhstan, d'Arménie, du Kirghizistan et d'autres pays de l'Union économique eurasiatique (UEEA). Sur le plan national, il couvre désormais presque 100 % des besoins russes normalement traités par Swift.

La Russie et la Chine ont partiellement interconnecté SPFS et CIPS, permettant ainsi aux banques d'échanger des messages sans passer par Swift. Cela permet aux banques russes et chinoises de traiter des paiements — généralement en roubles ou

en yuans — ce qui est particulièrement important pour les exportations d'énergie. La Russie fournit du gaz et du pétrole à la Chine, avec des paiements de plus en plus effectués en roubles et en yuans.

Diverses pistes sont à l'étude pour équilibrer les excédents de la balance des paiements.

Cependant, de véritables monnaies viables adossées à des matières premières ou des concepts similaires, inspirés de la vision de John Maynard Keynes dans les années 1930 (une unité de compte internationale comme monnaie supranationale, à l'image du Bancor), ne sont pas encore en vue.

La guerre contre l'Iran sert aussi l'objectif d'empêcher l'émergence d'un système financier alternatif

Si l'Iran était anéanti et ses États constituants réduits à une série d'oligarchies, les États-Unis pourraient contrôler l'ensemble du pétrole du Moyen-Orient ainsi que les flux financiers qui en découlent. Depuis un siècle, le contrôle du pétrole est un pilier de la puissance économique internationale des États-Unis. Les compagnies pétrolières américaines opérant à l'international (et non pas uniquement comme producteurs nationaux de pétrole et de gaz) ainsi que le rapatriement des revenus économiques générés à l'étranger contribuent de manière significative à la balance des paiements américaine. Ce contrôle au Moyen-Orient permet aussi la diplomatie du dollar, par laquelle l'Arabie saoudite et d'autres pays de l'OPEP investissent leurs revenus pétroliers dans l'économie américaine en accumulant d'énormes stocks de bons du Trésor et d'investissements dans le secteur privé.

Grâce à ces investissements dans l'économie américaine (et dans d'autres économies occidentales), les États-Unis tiennent en quelque sorte les pays de l'OPEP en otage, ceux-ci pouvant être expropriés tout comme les 300 milliards de dollars de réserves de change russes saisis par les États-Unis en Occident en 2022. Cela explique en grande partie pourquoi ces pays restent réticents à prendre ouvertement parti pour les Palestiniens ou pour l'Iran dans les conflits actuels.

Pour les États-Unis, tout cela fait de l'Iran un pivot central sur lequel reposent leurs intérêts nationaux : la création d'un empire de coercition composé d'États vassaux qui se soumettent à l'hégémonie du dollar en adhérant au système financier international basé sur le dollar.

L'ironie de l'histoire

L'ironie, bien sûr, est que les tentatives des États-Unis pour maintenir leur empire financier et économique en déclin sont autodestructrices. L'objectif est de contrôler d'autres nations en les menaçant de chaos économique. Mais c'est précisément cette menace des États-Unis qui pousse d'autres nations à chercher des alternatives. Et un objectif n'est pas une stratégie, comme le souligne à juste titre Michael Hudson.

The plan to position Netanyahu in Israel as Zelensky's counterpart in Ukraine and, with his willingness to fight “to the last Israeli,” similar to how the US/NATO is fighting “to the last Ukrainian,” is a tactic that is clearly at the expense of their own strategy.

Le plan visant à positionner Netanyahou en Israël dans un rôle similaire à celui de Zelensky en Ukraine, avec sa disposition à se battre « jusqu'au dernier Israélien », de la même manière que les États-Unis et l'OTAN mènent la guerre « jusqu'au dernier Ukrainien », est une tactique qui va clairement à l'encontre de leur propre stratégie.

C'est un avertissement pour le monde entier : il faut trouver une issue. Tout comme les sanctions commerciales et financières américaines, destinées à maintenir les autres pays dépendants des marchés américains et du système financier international basé sur le dollar, la tentative d'établir un empire militaire s'étendant de l'Europe centrale au Moyen-Orient est militairement, économiquement et politiquement autodestructrice. Elle rend irréversible la fracture déjà existante entre l'ordre néolibéral centré sur les États-Unis et la majorité mondiale, tant pour des raisons morales que pour de simples raisons de survie et d'intérêt économique.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Hudson, Michael Keynes, John Maynard Israël Russie ÉTATS-UNIS
Nixon, Richard L'Iran FMI